

Marseille : pour le fondateur du théâtre Toursky, la faim justifie les moyens

Contre la baisse des subventions municipales, Richard Martin s'est mis en grève de la faim. La quatrième de sa longue carrière à la tête du théâtre qu'il a créé dans les années 70. La mairie de gauche qui maintient son choix de rééquilibrage ne sait «plus quoi faire».



Richard Martin, 79 ans, directeur et fondateur du **Toursky** à Marseille, en grève de la faim sur son lit installé dans le hall du théâtre, le 17 février. (Olivier Monge/Myop pour Libération)

Richard Martin s'interrompt régulièrement, les yeux fermés, pour recharger sa fougue légendaire avant de se reposer à nouveau, le plus loin possible, sur un silence. *«J'ai l'impression de respirer à reculons...»* souffle-t-il. Ce vendredi après-midi, le comédien se sent trop fatigué pour quitter son lit, installé dans une pièce à l'étage du Toursky, le théâtre qu'il a fondé il y a plus d'un demi-siècle dans le très populaire 3e arrondissement de Marseille, et qu'il dirige depuis. Un autre lit, drapé de rouge, trône dans le hall de l'établissement à côté d'une table où s'empilent des copies de sa *«lettre ouverte aux Marseillaises et Marseillais»* écrite il y a dix jours, le 7 février, lorsqu'il a débuté sa grève de la faim. Sa colère : une baisse des subventions municipales de 80 000 euros, déjà effective en 2022 et reconduite cette saison, des questions autour de l'occupation des locaux, propriété de la Ville. Et des incertitudes sur l'avenir du Toursky et surtout de la succession de son directeur, âgé de 79 ans.

Ce n'est pas la première fois que Richard Martin décide d'entamer une grève de la faim. En 1981 comme [en 2009, il protestait contre la coupe drastique de subventions de l'Etat](#). La dernière fois, en 2019, il dénonçait la baisse des aides octroyées au théâtre par la Ville alors gérée par Jean-Claude Gaudin (LR). A l'époque, l'actuel adjoint municipal à la Culture, Jean-Marc Coppola (PCF), lui avait apporté son soutien. *«C'était un frère, assure Richard Martin, mais cette trahison a tout cassé.»*

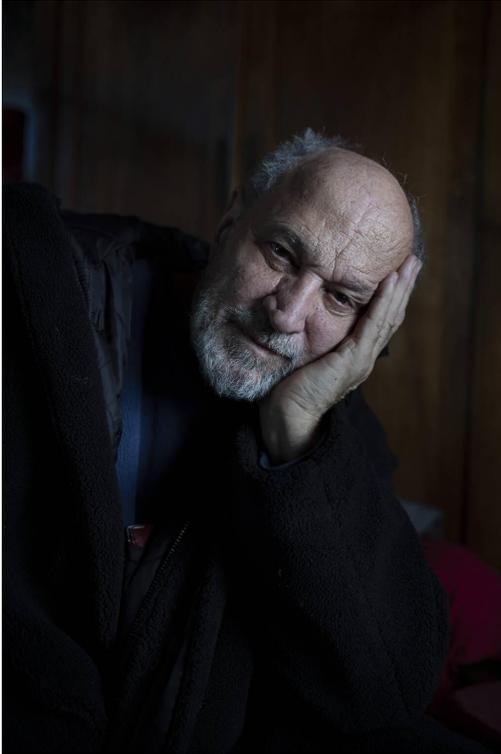


«Il y a des règles, ce n'est pas au nom de l'amitié que je vais cautionner quoi que ce soit», renvoie fermement Jean-Marc Coppola. En 2019, si j'avais su ce que je sais aujourd'hui...» Ce que l'élu dit avoir découvert depuis son arrivée en 2020 avec la majorité de gauche du Printemps marseillais, c'est que Richard Martin occupe le théâtre de 700 places «sans droit ni titre depuis 2014». La convention d'occupation des lieux, signée dans les années 80 sous la municipalité Vigouroux, n'a pas été signée depuis. «Imaginez qu'il arrive quelque chose ! Ce n'est pas parce qu'il a créé ce théâtre que ça lui donne des droits en dehors des lois.»

Un budget de 2 millions d'euros dont «75 % de fonds publics»

Les 80 000 euros en moins alloués au théâtre sur une enveloppe municipale de 950 000 euros se justifient, eux, par une volonté de «rééquilibrer les subventions et aider des structures évincées durant des années par la Ville». «Tout le monde a accepté cet effort, sauf lui. Je ne vois pas pourquoi il y aurait un traitement de faveur pour le Toursky», défend encore l'adjoint, rappelant que la compagnie Richard Martin, qui dispose d'un budget global de 2 millions d'euros, bénéficie de «75 % de fonds publics» si on y ajoute les aides de la Drac, de la région et du département.

Après des semaines de vaines tentatives de conciliation, ce jeudi encore, l'adjoint à la Culture et le comédien se sont rencontrés dans le théâtre. La Ville a renouvelé sa proposition : faire signer à la compagnie une convention d'occupation temporaire d'un an. En retour, elle s'engage à mettre en conformité le bâtiment, la commission de sécurité ayant rendu un avis défavorable. «Cela fait trois ans que ces travaux sont votés, pourquoi ne pas les avoir faits avant ?», s'empare Richard Martin, qui se défend d'être un «squatteur». S'il n'a pas signé la convention d'occupation depuis 2014, c'est parce qu'il a refusé d'accepter la hausse drastique de loyer qui lui était alors imposée : 10 000 euros contre 283 euros annuels jusque-là : «La convention était reconduite tacitement, les 283 euros, j'ai continué à les payer, je ne suis pas un habitant sans titre.» Et de balayer d'une même colère les autres arguments, alignés, selon lui, pour masquer un «règlement de compte politique» : la majorité actuelle ne lui aurait pas pardonné de s'être présenté, lui l'«anar» de gauche revendiqué, [sur les listes du candidat dissident de droite Bruno Gilles](#) aux municipales 2020. Un engagement qui avait surpris jusqu'à certains de ses proches.



Richard Martin est à la tête du théâtre Toursky depuis plus de cinquante ans. (Olivier Monge/Myop pour Libération)

Richard Martin tient à reprendre son histoire là où elle a commencé, quand le comédien trentenaire, forgé au théâtre de boulevard avant de passer rive gauche, décide de quitter la capitale pour s'installer à Marseille au début des années 70. Le maire de l'époque, Gaston Defferre, l'autorise à reprendre via un bail emphytéotique un hangar désaffecté qui avait abrité jadis le Théâtre quotidien, à Saint-Mauront, en marge du centre-ville. Le jour où il y entre pour la première fois, on lui rapporte que le poète sudiste Axel Toursky s'est tué dans un accident de voiture. Il décide de donner son nom au théâtre dont il fait, au fil des ans, sa «rive gauche» marseillaise au coeur d'un des quartiers «les plus pauvres d'Europe». «Un lieu de résistance poétique» où s'invitent les grands noms de la scène, entraînés par Léo Ferré dont il fut le compagnon de route. Richard Martin raconte encore le théâtrobus sillonnant les cités voisines, Barbara Hendricks invitée pour le 30e anniversaire du Toursky, les universités populaires, la création d'un festival russe, le groupe de gilets jaunes en résidence pour répéter une pièce... Le monde à Saint-Mauront et Saint-Mauront partout dans le monde : «J'ai trébuché mon aventure dans tous les pays, tonne-t-il. Et après cinquante-trois ans, il faut que je dise combien je vous dois ?»

S'il rembobine passionnément le chemin accompli, c'est qu'au-delà des questions de gestion, c'est celle de sa succession à la tête du théâtre que la municipalité a posée sur la table. «Ils disent que je ne fais plus assez de création, mais le théâtre de Saint-Pétersbourg m'a demandé de venir, j'ai refusé à cause de la guerre. Quel est le saltimbanque à qui on propose ça !» Le Toursky après lui, il y a pensé tout seul, assure-t-il, avance même plusieurs noms, dont celui du chorégraphe Julien Derouault. «Mais pourquoi n'accompagnent-ils pas un mec qui ne va plus les emmerder longtemps, qui a porté leur réputation dans le monde ? Ils pensent que je n'ai plus rien à dire ? Je suis peut-être un has been, mais pas dans la poésie.»

Des stars et une pétition nationale

Dans sa «résistance», Richard Martin a reçu l'appui de plusieurs personnalités nationales, comme Clémentine Célerié, Benjamin Biolay ou encore Philippe Caubère : «*Ce n'est pas à lui à faire allégeance au pouvoir politique, mais à ce pouvoir de le servir, de le soutenir et de lui rendre grâce pour cette oeuvre*», a écrit ce dernier. *On ne chasse pas de sa place Peter Brook ou Ariane Mnouchkine. On attend qu'ils s'en aillent, en souhaitant que ce soit le plus tard possible.*» Ce vendredi soir, en plus d' [une pétition mise en ligne](#) qui avait recueilli ce 18 février plus de 1 700 signatures, ses soutiens organisaient une soirée au Toursky avant une autre, programmée ce samedi.

«Je ne renie pas ce qu'il a fait pendant cinquante ans, j'ai simplement parlé de transmission, ça veut dire être présent et transmettre», corrige Jean-Marc Coppola, blessé autant qu'excédé par l'escalade des événements. Déterminé, aussi : *«Qu'il en arrive à mettre sa vie en danger, c'est un acte grave et disproportionné. Mais je ne céderai pas à ce chantage.»* Les soutiens de Richard Martin le taxent de «technocrate», l'élus communiste répond «intérêt général» : *«C'est ce qui me guide, ce sont mes valeurs. On a tout essayé en termes de médiation, mais c'est la première fois dans mon engagement politique et militant que je me trouve face à un mur. Un homme est tombé à la mer, on lui tend une bouée et il la refuse. Je ne sais plus quoi faire...»* Difficile tout de même, pour la majorité de gauche, de ne pas tenter une ultime conciliation. Comme cette proposition de table ronde avec les autres institutions concernées, annulée fin janvier en pleine montée des tensions mais toujours envisageable. Richard Martin ne l'a pas tout à fait refusée. *«Ce serait une porte de secours pour moi, pour suspendre ma grève de la faim»,* confesse l'artiste, assis sur son lit. *Parce que c'est vrai que je n'en peux plus, je suis fatigué.»*